

FORMULAIRE DE DEMANDE D'AIDE

Aide relative aux travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations éligibles au fonds de prévention des risques naturels majeurs, prescrits dans le cadre d'un plan de prévention des risques naturels au titre du III de l'article L. 561-3 du code de l'environnement

FORMULAIRE « E »

Applicable

aux activités professionnelles de moins de 20 salariés
(entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou artisanales)

et

aux propriétaires ou locataires occupants
d'un bien à usage mixte (habitation et activité libérale professionnelle)

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Date de dépôt de la demande

Numéro d'enregistrement

CADRES RÉSERVES AUX DEMANDEURS

1. SPÉCIFICATION SUR L'USAGE DU BIEN CONCERNÉ

Aide demandée pour : Activité professionnelle Bien à usage mixte*

Qualité : propriétaire locataire

Si activité professionnelle

Nom de l'**activité** : _____

Adresse du siège social de l'**activité** : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

Nombre de salariés) : |_|_|

Numéro SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises

Si bien à usage mixte*

Qualité : propriétaire locataire

Nom de l'**activité** professionnelle : _____

Nom, Prénom du gérant : _____

* Un bien à usage mixte se définit comme étant un lieu d'habitation principale et d'exercice d'une activité libérale professionnelle utilisé par un occupant unique.

3. BÉNÉFICIAIRE DE LA SUBVENTION

Civilité : Madame Monsieur

Nom, Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

Téléphone fixe : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| ; Mobile : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Courriel : _____

4. COORDONNÉES DE LA PERSONNE À CONTACTER

Civilité : Madame Monsieur

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

Qualité (gérant, mandataire, etc.) : _____

Téléphone fixe : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| ; Mobile : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Courriel : _____

5. RÉGIMES D'AIDES APPLICABLES

Je, soussigné(e) _____ (Nom, Prénom),
déclare relever du (cocher une seule case) :

Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) aux aides de minimis (dit « de minimis général »)

Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (SIEG) (dit « de minimis SIEG »)

Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de minimis dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (dit « de minimis pêche »)

Régime d'aides SA 50388 (modifiant le régime SA 39618) « Aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire ».

6. DÉTAIL ET MONTANTS DES INVESTISSEMENTS PRÉVUS ET MONTANT DE L'AIDE DEMANDÉE

Il convient de joindre au présent formulaire les devis relatifs aux travaux objets de la demande d'aide.

Rappel éligibilité au fonds Barnier :

L'ensemble des investissements doivent avoir été **rendus obligatoires** par un plan de prévention des risques naturels (PPRN) **approuvé**.

Ces mesures ne peuvent porter que sur des aménagements limités dont le coût est inférieur à **10 % de la valeur vénale ou estimée du bien**.

- a) Pour les biens à usage mixte (habitation et activité libérale professionnelle au sein d'une même construction), le taux maximal d'aide au titre du FPRNM est de **80 %**, et ne doit pas dépasser **36 000 euros par bien ni être supérieure à 50 % de la valeur vénale du bien**.
- b) Pour des biens à usage d'activités professionnelle uniquement relevant de personnes physiques ou morales employant moins de vingt salariés (notamment entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou artisanales), le taux maximal d'aide au titre du FPRNM est de **40 %**, dans la limite de **10 % de la valeur vénale ou estimée de chaque bien**.

Exemple pour un bien à **usage mixte** :

1. **Calcul du plafond** : La valeur de mon habitation est estimée à 200 000 €. Je peux bénéficier d'une aide calculée sur un montant plafonné à 20 000 € soit 10 % de la valeur vénale du bien.
2. **Réalisation du devis** : Je souhaite protéger ma maison par un dispositif de protection des ouvertures. Coût des travaux : 3 000 €.
3. **Bénéfice du fonds** : Le fonds pourra subventionner 80 % de cette somme, soit une aide de 2400 €. Cette somme ne dépasse pas le plafond auquel je suis éligible (20 000 €). Mon reste à charge sera de 600 €.

Exemple pour un bien à **usage professionnel** :

1. **Calcul du plafond** : La valeur de mon local est estimée à 75 000 €. Je peux bénéficier d'une aide calculée sur un montant plafonné à 7 500 € soit 10 % de la valeur vénale du bien.
2. **Réalisation du devis** : Je souhaite protéger mon local professionnel par un dispositif de protection des ouvertures. Coût des travaux : 8 500 €.
3. **Bénéfice du fonds** : Le fonds pourra subventionner 40 % de cette somme, soit une aide de 3400 €. Cette somme ne dépasse pas le plafond auquel je suis éligible (7 500 €). Mon reste à charge sera de 4 100 €.

Libellé de l'investissement	Fournisseur ou prestataire	Montant du devis (TTC, en €)	Date du devis
		_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ /2 0 _ _
		_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ /2 0 _ _
		_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ /2 0 _ _
		_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ /2 0 _ _
		_ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ /2 0 _ _

		_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ /2 0 _ _
		_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ /2 0 _ _
		_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ /2 0 _ _
		_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ /2 0 _ _
		_ _ _ _ _ _ _ , _ _	_ _ / _ _ /2 0 _ _
Total des travaux demandés		_ _ _ _ _ _ _ , _ _	
Taux d'éligibilité :		<input type="checkbox"/> 80 % <input type="checkbox"/> 40 %	
MONTANT DE L'AIDE DEMANDÉE AU TITRE DU FPRNM (fonction du taux)		_ _ _ _ _ _ _ , _ _	

Valeur vénale ou estimée du (des) bien(s) (joindre les pièces justificatives) :

|_| |_|_|_|_| |_|_|_|, |_|_| €

7. RESPECT DES PLAFONDS DE MINIMIS POUR LES DEMANDEURS HORS EXPLOITATIONS AGRICOLES

Compte tenu des aides *de minimis* que j'ai perçues ou que je vais percevoir, au cours des trois derniers exercices fiscaux incluant l'exercice en cours, déclarées dans la déclaration d'aide *de minimis* ci-jointe, je suis informé(e) que la somme des aides *de minimis* cumulées sur les trois derniers exercices fiscaux incluant l'exercice en cours, y compris celles demandées et que je n'ai pas encore perçues, **ne doit pas dépasser** le plafond d'aides relatif au règlement *de minimis* qui m'est applicable (cf. partie 3 ci-dessus).

Dans le cas contraire, l'aide sollicitée par la présente demande au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) sera minorée ou ramenée à zéro pour respecter le plafond.

8. RESPECT DU RÈGLEMENT N° 1305/2013 ET DU RÉGIME D'AIDES SA 50388 POUR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Je déclare :

- avoir perçu, avoir demandé ou avoir l'intention de demander, pour tout ou partie des investissements prévus partie 5 ci-dessus, une aide dans le cadre du programme de développement rural régional.
- n'avoir ni perçu, ni demandé, ni l'intention de demander une aide dans le cadre du programme de développement rural régional.

10. ENGAGEMENTS ET SIGNATURE DU DEMANDEUR

Je soussigné(e) (NOM, Prénom) : _____

atteste sur l'honneur :

- le cas échéant, avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente demande d'aide ;
- que les informations ou données portées dans la présente demande d'aide ou provenant d'un système d'échange de données mentionné à l'article L. 113-12 du code des relations entre le public et l'administration, notamment celles relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ainsi que, le cas échéant, l'approbation du budget par les instances statutaires, sont exactes et sincères ;
- le cas échéant, que l'organisme bénéficiaire de l'aide est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables ;
- le cas échéant, que l'entreprise bénéficiaire de l'aide n'est pas en liquidation judiciaire ou n'est pas en procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire ne disposant pas d'un plan arrêté par le tribunal ;
- que ce projet n'a pas reçu de commencement d'exécution à la date de dépôt de la présente demande d'aide (le commencement se détermine à compter du premier acte juridique qui lie le bénéficiaire de l'aide au fournisseur ou au prestataire : bon de commande, devis signé, premier virement quel qu'en soit le montant, engagement écrit...)

m'engage à :

- fournir au service instructeur les documents nécessaires à l'instruction de mon dossier ;
- utiliser la subvention qui m'est allouée pour la mise en œuvre des travaux mentionnés dans la partie 4 ci-dessus ;
- conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années à compter du versement de l'aide demandée dans le présent formulaire ;
- accepter et faciliter les contrôles ;

suis informé(e) que :

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, je devrai rembourser en tout ou partie les sommes perçues, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Si les travaux sont exécutés par **un exploitant ou un gestionnaire locataire des biens**, le dossier de demande d'aide comprend en outre une déclaration sur l'honneur du locataire selon laquelle le propriétaire ne s'est pas opposé aux travaux et n'a pas déclaré les entreprendre lui-même.

Fait à _____, le |_|_|/|_|_|/20|_|_|

Signature du demandeur

(signature du bénéficiaire de l'aide ou, le cas échéant, de son représentant légal ou de son mandataire)

11. MENTION LÉGALE

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. La fourniture des données qu'il contient est obligatoire. La loi vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant, en vous adressant au service auquel vous transmettez ce formulaire.

Pièces à joindre au formulaire de demande d'aide

Cochez les cases de droite relatives aux documents présents dans l'envoi de votre demande de subvention

DÉSIGNATION		Réservé au Demandeur	Réservé à l'Administration
1	Le présent formulaire dûment rempli, complet et signé	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	La fiche d'aide à l'auto-diagnostic remplie, complétée et signée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Une copie d'une pièce d'identité	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	La déclaration d'aide de <i>minimis</i> dûment renseignée, datée et signée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Une pièce justificative relative à la valeur vénale ou estimée des biens concernés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	Un plan de localisation de l'unité foncière du bien concerné (<i>plan cadastral</i>).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	Un extrait de plan de la carte réglementaire du PPRi localisant l'unité foncière du bien concerné. Le document est disponible en mairie ou sur le site Internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques à l'adresse suivante : https://www.pyrenees-atlantiques.gouv.fr à la rubrique <i>Actions de l'État / Sécurité / Protection civile / Document sur l'Information des Acquéreurs et Locataires</i> , puis choisir la commune concernée.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8	Le (les) devis relatif(s) aux travaux faisant l'objet de la demande de demande de subvention comprenant un descriptif détaillé accompagné de tout élément utile à la compréhension du projet.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Pour ce faire, un plan coté en m NGF (IGN69 – Projection Lambert 93 – Système géodésique RGF93) matérialisant les emplacements prévus pour la mise en place des batardeaux, accompagnés d'une photo de chaque ouverture concernée.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant (notamment pour la création d'une zone refuge), la notification du permis de construire ou de la déclaration préalable, accompagné des plans du projet coté en m NGF (IGN69 – Projection Lambert 93 – Système géodésique RGF93).	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9	Un document attestant de la souscription pour <u>les biens</u> (habitation et/ou activité professionnelle) faisant l'objet de la demande d'aide d'un contrat d'assurance dommages en cours de validité incluant la garantie contre les effets des catastrophes naturelles. Ce document doit faire apparaître l'adresse complète (numéro, rue, etc.) du bien assuré, concerné par la demande.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

10	<p>En cas de sinistre déjà survenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> — une attestation de l'entreprise d'assurance du propriétaire indiquant le montant des indemnités versées au titre de la garantie contre les effets des catastrophes naturelles et la nature des travaux de remise en état pour lesquels ces indemnités ont été versées ; — ainsi que la copie des factures d'entreprises ayant réalisé ces travaux ; — ou, dans le cas où ces travaux n'ont pas été réalisés, un devis détaillé permettant d'identifier les travaux de remise en état, susceptibles de contribuer à la réalisation des opérations, études et travaux de prévention et le surcoût éventuel généré par ces derniers. 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	<p>Si les travaux sont exécutés par un exploitant ou un gestionnaire locataire des biens, une déclaration sur l'honneur du locataire selon laquelle le propriétaire ne s'est pas opposé aux travaux et n'a pas déclaré les entreprendre lui-même.</p>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>